

HANOUNE EXHORTE LE PRÉSIDENT : «Parlez, M. Bouteflika»

C'est un appel pressant que lance Louisa Hanoune en direction de Bouteflika. La secrétaire générale du Parti des travailleurs exhorte le président de la République de s'adresser à la nation pour, dit-elle, dissiper les rumeurs et désamorcer la crise. Une prise de parole tout à fait possible selon Hanoune qui assure que Bouteflika est en possession de ses capacités mentales.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Considérant que le président de la République était comptable devant la nation et que l'heure était grave, la première responsable du PT estime que Bouteflika devrait prendre la parole pour ne plus laisser les uns et les autres s'exprimer en son nom. Une prise de parole plus que nécessaire car, estime-t-elle, l'angoisse s'est emparée de tous les Algériens dans un climat de crise. Pour la désamorcer, elle appelle Bouteflika à «faire l'effort» de prendre la parole quelle que soit la décision qu'il aura prise pour son avenir politique. Ce qui compte selon Hanoune, ce n'est pas de savoir si le Président a l'intention de briguer un quatrième mandat ou pas mais d'assainir un climat fait de rumeurs et de supputations. Hanoune assure que le Président est en mesure de le faire

car, dit-elle, sans être son médecin, elle est certaine que ses facultés mentales n'ont jamais été affectées et qu'il pouvait parfaitement communiquer même s'il ne devait annoncer sa décision finale au sujet des présidentielles qu'ultérieurement. Hanoune, qui se dit adepte de la liberté de chacun de se présenter, estime que c'est à Bouteflika de trancher en fonction de son état de santé mais elle dit imaginer mal une candidature sans que le concerné ne s'adresse au peuple. Le Parti des travailleurs a, quant à lui, tranché. Il présentera un candidat. Les formulaires de souscription ont d'ailleurs déjà été retirés au niveau du ministère de l'Intérieur. L'annonce de la candidature de Louisa Hanoune se fera de manière solennelle vendredi prochain. Une décision prise par le Comité central

du parti. En animant hier une conférence de presse, Louisa Hanoune a rappelé que les mécanismes devant permettre une élection dans les règles n'avaient pas tellement changé par rapport aux élections précédentes. Elle se dit opposée à la composante de la Commission de surveillance des élections qui doit, selon elle, être composée non pas de représentants des partis politiques mais des représentants des candidats puisqu'il s'agit d'une élection présidentielle.

En demandant des garanties au Premier ministre et au président de la République, Hanoune a réitéré sa position hostile à la présence d'observateurs étrangers qui ne sont nullement une garantie de régularité d'un scrutin.

N. I.



Louisa Hanoune a rappelé les mécanismes devant permettre une élection dans les règles.

Ph. Samir Sidi

ÉVÉNEMENTS DE GHARDAÏA «C'est un complot»

Louisa Hanoune fait sa propre lecture des événements qui secouent la ville de Gharadaïa. Se disant contre toute approche communautaire, la secrétaire générale du PT pointe du doigt trafiquants et ONG travaillant pour le compte de la CIA. Elle les accuse de complot. Pour Hanoune, l'Etat doit faire davantage d'efforts pour trouver des solutions et identifier les commanditaires. Le déplacement du ministre de l'Intérieur sur place est le minimum réclamé par Hanoune.

N. I.

FLN : ALORS QUE AMAR SAÂDANI EST LÂCHÉ EN HAUT LIEU L'option Belkhadem contestée par la base

Jamais le Front de libération nationale n'a connu une situation aussi compliquée, aussi incertaine. A moins de trois mois de l'élection présidentielle, même le pouvoir est indécis quant à l'identité de celui qui conduira l'ex-parti unique durant cette période si sensible d'avant l'élection du 17 avril. En haut lieu, et selon une source très bien informée, «il est clair que Amar Saâdani est lâché. Il a été ramené pour mettre de l'ordre au sein du FLN et il n'aura réussi qu'à mettre du désordre dans tout le pays» ! Cela sonne comme un verdict sans appel.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Imposé de force, l'été dernier par la présidence, l'actuel secrétaire général du parti, très controversé avant même son intronisation, finira par dépasser «certaines lignes rouges», un vrai tabou dans un parti comme le FLN : s'en prendre violemment aux services de renseignement ainsi qu'au Premier ministre en exercice, Abdelmalek Sellal. D'où la décision de le débarquer «le plus tôt possible» prise par ceux-là mêmes qui l'avaient imposé. Son successeur désigné ? Tout bonnement, son ... prédécesseur, Abdelaziz Belkhadem ! Or, l'op-

tion Belkhadem fait face à de fortes résistances parmi les membres du Comité central. Un Comité central divisé désormais en plusieurs factions qu'il est très difficile de concilier autour d'un candidat consensuel, à plus forte raison Abdelaziz Belkhadem. Le groupe le plus important parmi les contestataires de l'actuelle direction du parti est conduit par l'ancien ministre, Abderrahmane Belayat. A la question relative au «cas Belkhadem», dont la candidature au poste de secrétaire général serait imposée d'en haut, Belayat nous donnera cette réponse très diplomatique : «C'est pos-

sible. Je n'exclus pas qu'il (Belkhadem, ndlr) soit réellement intéressé mais sa candidature rencontre de très fortes oppositions. Nous, ce qui nous intéresse, c'est de réunir le Comité central pour mettre fin à une imposture. A une situation inédite dans l'histoire du parti.» Notre interlocuteur nous révélera, par ailleurs, que le nombre minimum requis pour appeler à une session extraordinaire du Comité central vient d'être atteint. «Nous avons même largement dépassé la barre des deux tiers nécessaires et il s'agit de signatures authentifiées et assumées. Les gens sont venus spontanément.» Et la suite ? Belayat nous confiera : «Ce soir (mardi, ndlr) je vais me réunir avec les membres du bureau politique. Je vais voir aussi avec le groupe des redresseurs pour nous entendre sur une date et un lieu pour la tenue d'une session extraordinaire du Comité central.» Et pour un candidat ? Tout l'enjeu est à ce niveau. Certainement, cela se décidera ailleurs. «Le candidat du pouvoir se doit impérativement et inévitablement se prononcer

clairement en faveur du président et du quatrième mandat. Belkhadem est ce candidat. En tout cas, il est hors de question de mettre un SG en dehors de la mouvance présidentielle en cette période pré-électorale, ni même prendre le moindre risque que le parti aille ailleurs...»

La confiance est de notre source citée plus haut et l'allusion à la candidature de Ali Benflis est à peine voilée. «Si jamais le flou demeure et les factions au FLN ne s'entendent pas, il n'est pas à écarter que les choses soient laissées en l'état», à savoir maintenir Saâdani. Ce dernier, de son côté, tente de se défendre. Selon son entourage, «une majorité de membres du Comité central a exprimé son soutien au secrétaire général». Mais tout le monde sait que ce genre de soutien n'a jamais garanti quoi que ce soit au FLN ! N'empêche, Saâdani réunira dès aujourd'hui les mouhafedh, puis le bureau politique pour organiser sa riposte.

K. A.

ÉLECTION PRESIDENTIELLE Branle-bas de combat chez les candidats

Aussitôt le corps électoral pour la présidentielle du 17 avril prochain convoqué, c'était la ruée vers le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales pour la manifestation à la candidature avec, jusqu'à hier, la bagatelle de 27 postulants enregistrés.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Mais entre retirer les formulaires et les faire signer par des électeurs ou par des élus, tout un océan, car d'ici le 4 mars prochain, date-butoir pour tout ce beau monde pour déposer leurs dossiers au Conseil constitutionnel, bien des «têtes» tomberont. Virée chez certains de ces candidats.

Première escale, le siège de campagne de Ali Benflis qui a officiellement fait part de sa candidature samedi dernier. Et l'on n'a pas trop perdu de temps puisque l'on a procédé, le même jour, au retrait de 50 000 formulaires pour les électeurs et 1 000 pour les élus avant d'en retirer 60 000 pour les électeurs et 2 000 pour les élus le

lendemain dimanche. Des formulaires qui ont été aussitôt remis aux comités locaux au niveau d'une vingtaine de wilayas lointaines mais aussi parmi l'émigration. Et le retrait se poursuivra puisqu'un autre est prévu pour aujourd'hui, mercredi, tant l'engouement est chaque jour grandissant et touchant à toutes les couches sociales et autres corporations», soutient Ahmed Boubrik, ancien cadre du RND et membre de la cellule de communication du staff électoral national du candidat. «Nous atteindrons un chiffre astronomique», renchérit un autre membre, avant que l'ancien journaliste de l'ENTV n'affirme s'inscrire dans l'avenir, refusant toute

comparaison avec l'épisode d'avril 2004, les contextes étant, selon lui, totalement «différents». Sur place, dans cette villa sise sur les hauteurs de la capitale, le va-et-vient des partisans est incessant, avec des gens qui viennent qui pour se renseigner, qui pour proposer ses services et qui pour prendre les formulaires. Comme c'est le cas de Ramdane Halet, cet officier supérieur de l'ANP à la retraite qui parle de plus de 1 000 de ses camarades qui ont déjà apporté leur caution à l'ancien chef du gouvernement.

Chez le président de Jil Jadid, l'ambiance est à la sérénité tant la certitude de passer et allègrement l'écueil des signatures est de mise parmi le staff de campagne de Sofiane Djilali.

Celui-ci parle, en effet, de pas moins de 60 000 formulaires retirés samedi dernier et 40 000 autres retirés lundi aussitôt répar-

tis parmi pas moins de 45 wilayas du pays, notamment celles de l'extrême sud, de l'extrême est et l'extrême ouest. «L'opération se déroule vraiment bien, beaucoup mieux que ce que nous avons prévu avec beaucoup de citoyens et d'associations qui se rapprochent de nous pour nous proposer leur soutien», affirme le candidat. Et Sofiane Djilali parle de pas moins de 300 comités de soutien déjà installés dans autant de communes, ceci en sus des staffs de campagne au niveau de chaque wilaya. «Je ne vais pas tirer de conclusion hâtive mais je peux affirmer que nous dépasserons le seuil des signatures que stipule le code électoral», estime-t-il, fixant un quota de 2 000 paraphes chaque jour. Il dit espérer récupérer les premières signatures d'ici peu avec une première évaluation nationale prévue pour samedi ou dimanche prochains.

Du côté de Ahd54, une tout autre ambiance règne avec, au moment de notre visite, une réunion au menu. Mais cela n'a pas empêché Mohamed Seddiki, l'ex-président des Commissions nationales de surveillance des élections législatives et communales de 2012, de nous entretenir brièvement en tant que militant de base du parti, a-t-il tenu à nous préciser.

Une courte entrevue tant notre interlocuteur n'était pas suffisamment sourcé, se contentant de confirmer le retrait des formulaires de validation de la candidature du président du parti, Ali-Fawzi Rébaine. «Une simple formalité», a estimé Seddiki, le parti disposant d'un collectif militant à même de collecter les 60 000 signatures d'électeurs nécessaires et rééditer ainsi la double expérience de 2004 et de 2009.

M. K.